

e-document		T-2225-23-ID 1	
F I L E D	FEDERAL COURT COUR FÉDÉRALE		D É P O S É
October 23, 2023 23 octobre 2023			
Maria-Karina Andone		ENTRE	
MTL	1		

COUR FÉDÉRALE

Michèle Fortin

Demanderesse

et

Procureur général du Canada

Défendeur

FORMULE 301 Règle 301

Avis de demande

(Sceau de la Cour)

Avis de demande

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à *(endroit où la Cour d'appel fédérale (ou la Cour fédérale) siège habituellement)*.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des [Règles des Cours fédérales](#) et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des [Règles des Cours fédérales](#) ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n^o de téléphone : 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Délivré par : (Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : 150-150, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 2B2

DESTINATAIRES :

Procureur général du Canada

Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 9e étage
200, boul. René- Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z1X4

Agence du Revenu du Canada

Centre Fiscal de Sudbury
Boite postale 20000, Station A
Sudbury ON P3A 5C1

COUR FÉDÉRALE

ENTRE

Michèle Fortin

Demanderesse

et

Procureur général du Canada

Défendeur

Demande

1. La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant :

L'examen d'admissibilité de la demanderesse aux prestations émises lors de la pandémie COVID-19 par l'Agence du Revenu du Canada (ARC).

Le 25 septembre 2023 la demanderesse a reçu un courrier de l'ARC annonçant la décision du deuxième examen. Selon l'ARC, la demanderesse ne répond pas au critère d'admissibilité des prestations d'avoir gagné au moins 5000\$ avant impôts de revenus de travail indépendant en 2020, 2021 ou au cours des 12 mois précédant la date de la demande.

Ces prestations incluent :

- La Prestation de Relance économique (PCRE) 1 000 \$ pour la période du 27 septembre 2020 au 17 juillet 2021*
- La PCRE 600\$ du 18 juillet 2021 au 9 octobre 2021.*
- La PCTCC du 19 décembre 2021 au 8 janvier 2022.*

2. L'objet de la demande est le suivant :

- L'obtention d'une ordonnance d'annulation des décisions de l'ARC quant à l'inadmissibilité de la demanderesse au programme PCTCC et PCRE.*
- Revérification du dossier du premier et deuxième examen de l'ARC.*
- L'obtention d'une déclaration ordonnant au défendeur de réévaluer la situation d'emploi et financière de la demanderesse et des faits au*

dossier ;

- *L'obtention d'une déclaration ordonnant au défendeur de transmettre à la demanderesse toute future décision relative au dossier de la demanderesse, en y précisant le droit applicable de la demanderesse de faire appel à la décision, ainsi que le délai applicable le cas échéant.*

Les motifs de la demande sont les suivants :

Les faits:

- *La demanderesse n'est pas d'accord avec le résultat de la révision reçue le 25 septembre 2023.*
- *Les mesures d'urgence qui ont été établies en début de pandémie COVID-19 rendaient très difficiles les activités commerciales ce qui a ralenti l'économie.*
- *Le 30 mars 2020, le gouvernement du Québec a annoncé la fermeture des commerces non-essentiels le dimanche rendant impossible toute activité touristique.*
- *En raison des mesures d'urgence imposées par le gouvernement canadien, la demanderesse a perdu ses revenus, ses heures ont été drastiquement réduites, et s'est retrouvée dans une situation financière très critique ;*
- *Au mois de décembre 2021, la demanderesse a soumis une demande d'admissibilité au programme PCTCC ;*
- *Selon les examens de l'ARC, la demanderesse n'est pas admissible à la PCTCC pour la période du 19 décembre 2021 au 8 janvier 2022.*
- *La demanderesse a également fait des demandes de prestations de PCRE aux dates éligibles.*
- *La demanderesse souligne que l'honorable Premier Ministre Justin Trudeau ainsi que le ministre de l'opposition Jagmeet Singh du NPD ont affirmé dans les médias que l'aide financière avait été donnée pour aider dans une situation de pandémie et non pas pour embêter les gens avec un remboursement.*
- *Selon les examens de l'ARC, la demanderesse n'est pas admissible à la PCRE 1 000 \$ pour la période du 27 septembre 2020 au 17 juillet 2021.*
- *Selon les examens de l'ARC, la demanderesse n'est pas admissible à la PCRE 600 \$ pour la période du 18 juillet 2021 au 9 octobre 2021.*
- *La demanderesse exerce une profession libérale en tant que travailleuse autonome depuis 45 ans.*

- *Le programme de PCTCC exigeait certaines conditions afin d'être éligible au programme PCTCC, notamment d'avoir gagné un revenu supérieur ou égal à CINQ MILLE DOLLARS (5 000 \$) en 2021, et d'avoir perdu son emploi ou le revenu du candidat ait été réduit de manière significative en raison de la COVID-19 ;*
- *Au moment de l'admission, la demanderesse répondait aux critères d'éligibilité imposés par l'ARC et a gagné l'équivalent de 5 260,00\$ avant impôts entre les mois de janvier 2021 à décembre 2021.*
- *L'ARC a bloqué l'accès aux prestations au mois de janvier 2022. Suite au blocage, le 7 février 2022 la demanderesse a communiqué par téléphone avec l'ARC pour une vérification du dossier . L'agent a affirmé que la demanderesse était admissible mais le compte est resté bloqué.*
- *L'ARC a communiqué avec la demanderesse le 10 juin 2022 pour lui demander des preuves de revenus pour l'année 2021. L'agent de l'ARC précisant qu'elle ne serait peut-être pas éligible au programme PCTCC car elle n'aurait pas gagné un revenu égal ou supérieur à CINQ MILLE DOLLARS (5 000 \$) durant l'année 2021 et qu'elle devait soumettre des preuves de factures de son activité commerciale par fax.*
- *Aux mois de juillet et août 2022, la demanderesse a soumis les preuves de son revenu et envoyé les factures demandées à L'ARC pour justifier un revenu supérieur à CINQ MILLE DOLLARS (5 000 \$) au cours de l'année 2021.*
- *Peu de temps après, la demanderesse a joint le service téléphonique de l'ARC pour clarifier la situation et le préposé n'arrivait pas à ouvrir les documents que la demanderesse avait fait parvenir.*
- *Le 15 juin 2022, L'ARC a communiqué par écrit sur le courrier du compte de la demanderesse pour annoncer la décision qu'elle était inadmissible aux prestations de PCRE et PCTCC aux périodes énoncés plus haut.*
- *Le 15 septembre 2022, la décision de l'ARC est de demander le remboursement de la PCRE au montant de 24 600,00 \$ et la PCTCC au montant de 810,00\$ moins tout montant que vous avez payé et que nous n'avons pas encore traité.*
- *La demanderesse a reçu un appel téléphonique de l'ARC suite à la demande du deuxième examen. Un préposé de l'ARC a mentionné qu'elle devait nous rappeler pour le suivi du dossier. Aucun appel subséquent, questions ou autres ne sont apparus de la part de l'ARC pour réviser le dossier.*
- *Le 3 octobre 2022 la demanderesse a reçu un courrier de l'ARC annonçant la décision du deuxième examen qui n'a pas réellement été complété. Selon l'ARC, la demanderesse ne répond pas au critère*

d'admissibilité d'avoir gagné au moins 5000\$ avant impôts de revenus de travail indépendant en 2020, 2021 ou au cours des 12 mois précédant la date de la demande.

Les documents ci-après sont présentés à l'appui de la demande :

L'impôt de Michèle Fortin de l'année 2021 et les factures prouvant l'activité commerciale de la demanderesse.

Les numéros de confirmations qui prouvent que la demanderesse avait bien déposé les dossiers aux dates demandées.

Michèle Fortin

Michèle Fortin 22 octobre 2023

2557 Immaculée-Conception, Saint- Ours

J0G 1P0

michelefortinb@gmail.com

450-846-8866

[DORS/2021-151, art. 22](#)